Décision n° 2014-1445
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 2 décembre 2014
abrogeant la décision n° 2008-0231 en date du 26 février 2008
attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques
au centre hospitalier de Nevers
pour un réseau indépendant du service fixe
dans le département de la Nièvre (58)

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L.36-7 (6°), L.42-1 et R.20-44-11 ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation de fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 1er septembre 2014 portant modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2008-0231 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 26 février 2008 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques au centre hospitalier de Nevers pour un réseau indépendant du service fixe dans le département de la Nièvre (58) ;

Vu la demande en date du 15 octobre 2014 du centre hospitalier de Nevers, reçue le 22 octobre 2014 ;

Après en avoir délibéré le 2 décembre 2014 ;

© Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Décide :

Article 1 – La décision n° 2008-0231 en date du 26 février 2008 susvisée est abrogée à compter de la date de la présente décision. Les fréquences correspondantes, telles que figurant à l'annexe 1 à la présente décision, sont restituées.

Article 2 – Le directeur de l'accès mobile et des relations avec les équipementiers de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au centre hospitalier de Nevers.

Fait à Paris, le 2 décembre 2014 Le Président

Jean-Ludovic SILICANI